

Echos & commentaires

❖ Propos et débats à Namur, 16 décembre 2016

Pierre Zémor, conférence-débat de clôture des rencontres annuelles de WBCom : Comment rétablir la confiance ? Relever les défis accumulés par la com' ?

Survol introductif :

- Du faire savoir à l'empire de la com' dans tous les domaines.
- Face à l'héritage institutionnel français, l'espoir de la décentralisation.
- Les balbutiements des dernières décennies amplifiés avec le numérique.

1975- 1984

- **Montée des crises** ; déclin de l'État central fort ; croissance ralentie ; endettement et dérégulation ; menaces sur l'environnement et les ressources ; hésitations politiques partisans face au libéralisme et à la fin de guerre froide.
- La communication, forgée à l'ère de la consommation (pub, marketing, images, marques, événements, spectacles), étend le modèle concurrentiel à la "société de communication"... **une démocratie d'opinion** (expertise, élitisme, sondages, émulation, baisse des valeurs du collectif)...
- La communication politique mime le marketing en période électorale et s'en remet aux publicitaires pour des campagnes de promotion : aucune évolution des modes ou registres disant la complexité de l'exercice du pouvoir.

1985-1994

- Promesse non tenue du Plan (Regards sur 1985 ; la prospective cherche **des solutions plus près des actes**. La subsidiarité avait été une valeur à la hausse :
 - ~ *Décoloniser la province (Michel Rocard) ;*
 - ~ *régionalisation (Olivier Guichard) ; Paris et le désert français ;*
 - ~ *le laboratoire du PSU contre les Jacobins et le PCF ;*
 - ~ *le socialisme municipal au secours de l'État providence ;*
 - ~ *la décentralisation vers les élus locaux ;*
 - ~ *la déconcentration des services publics.*
- **Une communication s'affirme** sur les acquis du consumérisme, **avec la spécificité des institutions publiques** (écoute de l'administré, mise à disposition des informations, haute fonction publique enfin descendue de son piédestal, dialogue, développement des enquêtes publiques, concertation locale,...).
Défis pour les 5 communications :
 - ~ (entreprises) velléité de se dire citoyennes ; poids de l'actionnariat ;
 - ~ (institutions publiques) limites du citoyen-client-consommateur ;
 - ~ (médias) perte de sens avec la prégnance de l'actualité et l'instantanéité ;
 - ~ (associations) difficulté du *non profit* face à la com' simpliste ;
 - ~ (politique) de + en + com' et peu utile pour l'exercice du pouvoir.

1995-2005

- Poursuite de la mise en question de l'État (impuissance écon.et sociale, réduction des champs de solidarité et gouvernance face à l'UE, cohabitation, immobilisme... Années de crise lancinante et de **brouillage des valeurs**.

– Communication, comme institutions, en crise alors qu'arrivent les NTIC ; divorces entre images et identités (faiblesses internes des organisations) ; **fragmentation de la société civile.**

– La communication d'intérêt général progresse (promotion des grandes causes, relations avec le public, dialogue avec les usagers, débats publics avec les citoyens)

2006-2016

– Nouvelles crises plus profondes et mondiales avec moins de pouvoirs de l'État et perte de vue de l'intérêt général : urgences et incompréhensions devant les contraintes de l'UE et les errements de l'offre politique.

– Accentuation des **effets pervers de la médiatisation** (de faible valeur ajoutée) ; **apports mitigés de l'information numérique** et des réseaux sociaux (accès au savoir, contenus et sources qualifiés, piratage, violence) ; la com' s'avère auxiliaire des extrémismes/terrorismes; substitut de la politique, elle dicte la politique (Trump?).

– **A quand l'avènement d'une communication authentique, susceptible de rétablir la confiance de la société avec les pouvoirs ?** Illusion ? ...

Débats : on estime que les effets pervers de la médiatisation et de la com' se sont développés ; manifestement les politiques doivent mieux écouter et associer plus directement les gens ; on observe les difficultés des ilots expérimentaux de communication collaborative, directe, solidaire, alors qu'on en croit les effets vertueux face aux crises ; si l'utilité des dialogues numériques est plébiscitée, de réelles craintes se manifestent devant les menaces de piratage et manipulation ; risques aussi de voir la communication publique - d'intérêt général ou collectif - qui doit dire l'État de droit être polluée par les dérives de la communication politique !

❖ **Table ronde à l'Assemblée nationale, 31 janvier 2017,**

*organisée par **Patrice Martin-Lalande** (député de Loir-et-Cher, co-président du groupe d'étude sur l'internet) et **Luc Belot** (député de Maine-et-Loire) sur "Le Parlement à l'ère numérique : consultation en ligne pour l'élaboration de la loi".*

***Pierre Zémor** a présenté la démarche "Pour une autre communication politique", après les interventions de **Cyril Lage** (Parlement & Citoyens), **Laurence Monnoyer-Smith** (Commissaire générale Développement durable), **Thierry Vedel** (directeur de recherche au CNRS-CEVIPOF), **Dominique Reynié** (directeur général de la Fondation pour l'innovation politique).*

Le projet de la proposition de loi généralisant, **avant l'examen par le Parlement**, la possibilité d'**une consultation publique en ligne** sur un texte à vocation législative, est une initiative bienvenue à un moment où il s'avère urgent de mettre en œuvre, pour le bien de la démocratie, d'autres modes de communication. Il s'inscrit dans la démarche "Pour une autre communication politique" (Voir ci-dessus, parmi les préconisations des personnalités, le texte de Patrice Martin-Lalande pour une démocratie en numérique) qui appelle de ses vœux d'**établir une relation pérenne de confiance entre les élus, les gouvernants et les citoyens**, entre les pouvoirs et la société.

C'est une bonne voie de pédagogie civique que de s'intéresser à une fabrication de la loi plus collaborative, grâce au numérique. Le législateur a tout à gagner à ouvrir sa réflexion politique aux gisements d'expertise d'usage.

A travers le prisme d'une autre communication politique, 5 observations peuvent être formulées sur ce projet.

~ La consultation en ligne se fait sur l'esquisse d'un texte à discuter et qui n'est pas figé. C'est essentiel pour envisager une bonne appropriation. L'impression ressentie la plupart du temps par le public est que les grands choix sont déjà faits, les orientations arrêtées et que l'économie générale du texte est imposée. Cette réserve est fondée. Elle milite pour **une consultation le plus en amont possible sur une action ou une politique publique.**

La concertation devrait dans l'idéal porter sur le "cahier des charges" du futur texte, qui en justifie l'opportunité. Tous les débats publics, que nous avons eu à connaître, notamment en présidant la CNDP, en viennent toujours à poser la question de l'opportunité... On doit pouvoir dire l'opportunité et l'impact d'un texte.

~ Il y a dans le public interrogé des degrés d'intérêt différents, des cercles concentriques d'implication. Dans une large consultation numérique, il n'y a pas lieu d'aller dans le sens des plus avertis aspirant à la "codécision"... Un éventuel groupe de travail peut s'en charger. En revanche, il s'agit d'identifier les attentes et les motivations du plus grand nombre et de **répondre à la curiosité civique de comprendre le processus et les critères de la décision.**

~ Cela conduit à afficher les responsabilités des mandataires et des institutions dans le fonctionnement de la démocratie représentative. Au-delà de la transparence des procédures, l'exemple doit être donné - aux médias en particulier - que la transparence ne peut pas être un effacement ou une dispense de valeur ajoutée sur les contenus, mais bien **une intermédiation de responsabilité.**

~ Sur l'organisation de la consultation et la gamme des outils de concertation utiles (périmètre des enquêtes, panels experts, conférences parallèles de citoyens, avis d'institutions,...instances nouvelles, par exemple, un COPDP (voir dans le manifeste, la proposition d'un Comité Organisant pour le Parlement le Débat Public), il convient de se préoccuper avant tout de **la manière dont le citoyen consulté perçoit simplement les choses, sans lui opposer les règles du travail parlementaire.**

~ Enfin, **la crédibilité de la consultation dépend en grande partie du suivi**, tant des résolutions retenues, que de la vie du texte finalement adopté. On doit pouvoir évaluer l'impact de la démarche sur la qualité de la loi et de son application. En revanche, le silence gardé après enquête publique discrédite les efforts en faveur de la participation citoyenne.

Cette proposition a le mérite de **favoriser la connaissance et la prise en compte par le Parlement de l'expertise et des souhaits des citoyens** internautes qui aspirent à plus participer à la préparation de la loi.

❖ **Rencontre au Sénat, 1^{er} février 2017,**

*autour de Pierre Zémor, initiateur du travail de réflexion "Pour une autre communication politique", accueilli par **Catherine Morin-Desailly**, présidente de la commission Culture, Éducation et Communication et par **Loïc Hervé**, président du groupe d'études sur "la société numérique, nouveaux usages, nouveaux médias", avec la participation des sénatrices **Corinne Bouchoux** (membre de la CADA), **Élisabeth Doineau**, **Colette Mélot**, **Christiane Hummel**, **Mireille Jouve** et des sénateurs **Patrick Chaise**, **François Commeinhes**, **André Gattolin** (rapporteur de la loi d'encadrement de la publicité dans les programmes audiovisuels destinés aux jeunes publics), **Jean-Yves Leconte**, **Jean-Pierre Leleux**.*

Les participants, ayant précisé leur connaissance du Cahier publié en octobre 2016 et de la liste de recommandations en cours d'élaboration, ont manifesté partager le constat que la com' - au sens des modes caricaturaux de la communication – n'a pas pour effet, loin s'en faut, de **rapprocher vraiment élus et citoyens**.

L'action politique ne bénéficie pas d'un temps suffisant de gestation et de concertation pour être comprise dans sa traduction législative. En dépit des possibilités offertes par le numérique, les méthodes et les pratiques médiatiques ne permettent pas à des mandataires de politiques publiques d'intervenir pour **éclairer les médias avant des prises de décision ou des choix législatifs**.

On peut toutefois noter, dans quelques cas, de la part de médias régionaux, des contributions à bien expliquer motifs et dispositifs d'un projet ou encore mieux d'une proposition de loi.

Des recommandations doivent être formulées et précisées s'agissant des outils numériques et de l'usage des réseaux, afin de contourner les obstacles à la participation citoyenne, qui perdurent dans la tradition institutionnelle d'un fort état central.

Il convient de **rechercher plus de proximité entre élus et citoyens pour partager les défis de la complexité**, pour prendre à témoin les médias, aussi pour multiplier les modalités d'une meilleure association des opinions et ainsi vivifier la démocratie représentative.

Après cette rencontre certains des participants sont intervenus dans d'autres rencontres et ont enrichi la liste des recommandations.

❖ **Rencontre à Strasbourg, 19 mai 2017,**

d'échanges "Pour une autre communication politique" avec **Jean-François Lanneluc**, directeur de Cabinet du Maire de Strasbourg et du Président de l'Eurométropole, directeur général adjoint en charge du Pôle Communication et Relations internationales, avec **Gabriel Eckert**, directeur de Science-Po Strasbourg et avec **Chantal Cutajar**, universitaire, adjointe au maire chargé de la démocratie locale et de la déontologie.

La démarche rappelée par Pierre Zémor a fait l'objet, au-delà du consensus sur le diagnostic des dangers de la com' et sur les souhaits d'une autre communication de l'exercice du pouvoir, de deux catégories de remarques.

1. L'Eurométropole de Strasbourg propose aux Strasbourgeois **un pacte de démocratie locale**. Sont organisés douze ateliers sur des thèmes retenus par les citoyens. La préoccupation essentielle semble se porter sur **le choix de la méthode**, promis à de longs débats, notamment entre ceux qui se satisfont d'être ainsi associés et ceux qui militent pour la codécision.

Pour que la participation à ce pacte de démocratie n'aboutisse pas à la seule réussite d'une opération de concertation sur tel ou tel thème, la recommandation est de tenter d'**installer une concertation quasi permanente** en trouvant les modalités d'un suivi des évolutions, en adaptant les hypothèses en discussion et en entretenant la mémoire collective quant aux sous-produits décisionnels qui ont été acquis.

2. **Les journalistes ne jouent pas le jeu de rendre compte des démarches de démocratie participative**, pressés qu'ils sont d'être les premiers à dire ce que doit être l'issue du débat ou de dénoncer qu'un projet soit en fait déjà retenu.

Quand ce procès d'intention n'est pas fondé, ils rechignent à rendre compte, dans leurs colonnes ou sur leurs écrans, du débat public forcément instauré entre des acteurs et à l'origine duquel ils ne seraient pas...

Ce déni d'une réelle concertation possible prive, surtout à l'ère numérique, de professionnalisme les regards qui devraient être portés sur les processus de décision et sur des avancées vers une meilleure démocratie.

Pire, l'absence de restitution d'une communication qui se veut authentique dans sa relation avec les citoyens fait basculer les médias dans le camp de la com' simpliste, réductrice, superficiellement spectaculaire, tentée, plus encore avec les réseaux sociaux, d'être manipulatrice.

La question d'un partenariat avec un support des médias est délicate, eu égard à l'incapacité d'apporter observations et comptes rendus compétents et, *en même temps*, de mener **une analyse critique indépendante des solutions en voie d'être retenues**.

Au-delà de la rencontre, une réflexion devait être menée à Science Po Strasbourg sur l'esprit du débat public - au sens où la démocratie est un état d'esprit selon Pierre Mendès France - et sur les évolutions corrélatives des comportements des hauts fonctionnaires et des cadres de la Fonction publique.

- ❖ **Rencontre à l'Université de Créteil-Est, 24 mars 2017,**
organisée autour de Stéphane Wahnich, professeur de communication associé, avec Pierre – Emmanuel Guigo, maître de conférences, pour des étudiants de masters (communication publique et politique) et en présence d'enseignants.
- ❖ **Rencontre à l'Université Rennes 2, 22 mars 2017,**
organisée autour de Dominique Bessières, Maître de Conférences en Sciences de l'Information et de la Communication, avec des étudiants de masters (communication publique, TICE, normalisation des écritures publiques,...) et des enseignants.

Quelques propos tenus et discutés. La communication est au cœur de la démocratie. C'est même un principe philosophique et juridique essentiel pour définir cette dernière, par opposition aux régimes totalitaires, sur des fondements dont la source remonte à l'antiquité grecque... Assurer un accord par la mise en commun de valeurs dans le cadre d'un **code commun partagé** ne signifie pas pour autant égalité, mais plus réellement asymétrie...

Tout se passe comme si **la communication politique électorale** pouvait suffire, puisqu'une différenciation forte, pour ne pas dire des caricatures, servent à susciter de l'adhésion, **provoquant l'appauvrissement des enjeux, et analyses...**

La communication politique ainsi instrumentalisée dessert la démocratie faite de complexité, de contradictions, d'arbitrages. D'où une crise de la représentation politique et des médias critiqués et délégitimés. Dans l'acceptation d'un fonctionnement démocratique, elle devrait au contraire être utilisée pour **trouver un code commun, permettre une discussion**, en explicitant les points d'achoppement dans l'intention de trouver des consensus... Elle devrait développer des pratiques de consultation.

Il s'agit de la recherche d'une compréhension, d'une adhésion, d'un éclairage du contexte de la décision pour mieux la faire accepter, connaître et reconnaître. Nombre de décisions contestées montrent qu'il vaut mieux des décisions négociées pour mieux parler aux intéressés, être acceptées et appliquées sans trop de contestation.

A cet égard **les développements du numérique**, des plateformes et réseaux assurent une large diffusion des informations qui, bien traitées par le système politique, **incitent à la participation** et peuvent être traduites en décisions.

Une attitude vertueuse, individuelle et organisationnelle, disons plus communicationnelle, de prise en compte et de considération des citoyens, de développer l'écoute, la relation et l'authenticité, sont de nature à réunifier la société.

❖ **Échanges avec Renaissance numérique à l'AG du 23 mars 2017 et extraits de résolutions sur l'usage du numérique et de l'Édito de présentation du projet d'une plateforme "Seriously, faire face à la haine à l'ère numérique".**

L'émergence d'Internet, le développement d'espaces de production de contenus textuels (blogs), puis les réseaux sociaux ont considérablement modifié la façon dont les idées sont produites et circulent. En élargissant la possibilité offerte à chacun d'entre nous de nous exprimer et de participer à de nombreux débats, la mise en réseaux numériques de la société ouvre **la voie à une véritable démocratie discursive.**

Cette avancée démocratique ne va pas sans difficulté. La libération de la parole à une telle échelle se caractérise par un spectre infini de paroles, des plus nauséabondes aux plus sophistiquées, nous éloignant d'un idéal de démocratie. Pour que la démocratie discursive ou délibérative puisse être une réalité, il est nécessaire **d'équiper les citoyens de méthodes et d'outils pour parvenir à une réelle éthique du débat**, sans laquelle les débats sont tout sauf argumentés et s'enferment dans des invectives, injures et autres propos haineux que le format et l'immédiateté des communications électroniques ne font que faciliter.

❖ **Cynthia Fleury**, philosophe, psychanalyste, enseignante à American University of Paris : entretiens [in Journal CAP'COM (avril 2017) - Le Monde (24-25 octobre 2010) - L'OBS (17.09.2015)] sur **la communication et la démocratie**

La communication des élus ou des représentants politiques oublie trop souvent qu'elle est indissociable de la juste compréhension d'une question d'égalité [...] **On vide la communication de sa substance** : elle est partage, construction commune et non marketing d'une personnalité [ou d'un groupe...].

La communication des institutions ne semble pas assez indépendante du gouvernement et, quand elle relève d'une autorité indépendante, elle est hélas trop peu audible ou sans possibilité de demander des comptes aux responsables politiques, [...] **le travail des associations civiles, des citoyens et des médias est nécessaire**, pour donner l'écho et le suivi dont elle manque. [...] S'informer, évaluer les expérimentations, les tester selon des protocoles locaux et ou nationaux, n'est pas seulement nécessaire mais indispensable...

La démocratie n'est pas un régime de vérités mais un espace où les modes de vérification peuvent se concurrencer légalement, sans s'assimiler, tant qu'ils respectent les droits fondamentaux des individus et les principes de l'État de droit. A la différence des régimes anti-démocratiques, **l'État de droit offre des possibilités de déconstruction des langages mensongers**, qui demandent une appropriation de la part des citoyens pour prouver leur efficacité régulatrice.

[...] Comme l'explique Pierre Rosanvallon, à la suite de Montesquieu, il y a une asymétrie de la souveraineté : une souveraineté positive, qui renvoie au Parlement et au Gouvernement, et une souveraineté que certains disent négative, c'est-à-dire la rue, qui gouverne par son pouvoir de veto, son pouvoir de sanction. [...] Les démocraties adultes s'organisent différemment, avec l'irruption des nouvelles technologies et [...] la démocratie participative.

La démocratie est d'abord un régime de savoirs et d'inventions avant d'être un régime de pouvoirs. [...] L'État de droit a mis en danger les sujets que nous sommes par des procédures de rationalisation, de réification, d'évaluation, de normalisation qui banalisent chacun, comme remplaçable. L'état de droit se détruit alors lui-même car c'est l'individu qui peut le protéger par son esprit critique et son imagination à réformer. [...] Il n'y a pas de démocratie sans revitalisation des contenus démocratiques, donc sans implication des consciences individuelles, sans délibération commune, sans souci de chacun pour un bien collectif. [...]

Le grand challenge des démocraties modernes est d'essayer de positiver cette souveraineté dite négative. Elles doivent structurer, organiser, ossifier la démocratie participative, travail qui a déjà commencé. [...] Un nouvel acte s'est ouvert dans l'histoire de la démocratie, qui bénéficie dans l'opinion d'une prime à la jeunesse, à son charisme, à un surcroît de légitimité parce qu'elle incarne l'avenir et le questionnement sur la pérennité de notre modèle. L'intervention de la jeunesse dans le débat public signe un nouvel acte [...]

Je crois aux majorités qualifiées citoyennes qui peuvent se mettre en place par exemple par les réseaux sociaux. La nouvelle démocratie c'est peut-être cette apparition de majorités qualifiées dans le débat public, qu'il s'agisse de syndicalistes, de professeurs, etc. [...] Il faut réfléchir aux nouveaux outils de la régulation démocratique, à ses fabrications collectives de l'exemplarité. [...] **Une fabrication collective plurielle de la raison publique et du pouvoir d'État.** [...] Gouverner, c'est conduire un peuple avec son assentiment vers des seuils considérés comme des clés pour que la démocratie se renforce.

- ❖ **Julia Kristeva.** *linguiste, psychanalyste, philosophe, romancière : non pas des recommandations, mais quelques remarques d'après ses écrits* extraits de *La révolte intime* (Fayard) et de *Au risque de la pensée* (l'Aube)

À propos du spectacle –

La société dite du spectacle est paradoxalement peu propice à l'analyse des fantasmes et même à leur formation. Les *nouvelles maladies de l'âme* se caractérisent notamment par un freinage, sinon une destruction de la faculté fantasmatique. Nous sommes abreuvés d'images dont certaines entrent en résonance avec nos fantasmes et nous apaisent, mais qui, faute de paroles interprétatives, ne nous libèrent pas.

De surcroît, **la stéréotypie des images nous prive de la possibilité de créer nos propres imageries**, nos propres scénarios imaginaires (p125).

L'image et la pensée –

Le fantasme dans sa visibilité invente un montage pulsionnel et la dérivation de celui-ci vers le sens, le langage, la pensée (p.135). [...] **L'image**, qui comprend un certain savoir et une certaine intention et qui est paradoxalement riche du monde - tronqué et schématique - des impressions, **opère une synthèse irrationnelle et difficilement exprimable** (p.305).

Ce qui la différencie cependant de la pensée, c'est que l'image vise à produire son objet : elle est symbolique (p.309, 315). La pensée s'enferme dans l'image et l'image se donne comme adéquate à la pensée [...] Cependant, sous la domination du fantasme – et du spectaculaire – la conscience de l'objet comme idéalité disparaît.

Le doute et l'oubli –

Le temps et l'espace propres à **l'imaginaire conjuguent deux présents**, réel et irréel (p.318) Entre ces deux temps, le temps spécifique et paradoxal de l'imaginaire a de quoi faire peur au moderne consommateur de spectaculaire et, paraît-il, **les nouvelles technologies de l'image s'évertuent à jouer les perceptions immédiates, pourraient remédier à ce hors-temps imaginaire** et néantisant.

Certaines analyses du langage prétendraient dissoudre les identités et les autres valeurs (p.337, 340). Lorsque s'écroulent les idoles politiques, **le boomerang du doute** s'avoue d'abord être un questionnement imaginaire : on ne cherche plus de solutions idéologiques ou politiques, on interroge la fermentation et la décomposition des unités de sens, on perçoit l'instabilité, l'inconsistance des idées et des images, on est face à l'immanence d'un blanchiment, qui est l'œuvre perpétuelle de l'oubli, au cœur même de l'a-pensée. Cette suspension du jugement, politique et esthétique, est au fondement des totalitarismes promis à ce que Hannah Arendt appelait la « banalité du mal ».

Dans ces deux sphères, politique et privée, l'oubli se révèle à la fois un défaut – cause des erreurs, des utopies, etc. – et l'indispensable logique de l'esprit, source fertile de l'imaginaire, son humus menaçant et fécond.

La relation à l'autre –

(Étrangers à nous-mêmes) Nous faisons porter par autrui tout l'insupportable de l'étrangeté qui nous habite : nous persécutons notre étrangeté à l'extérieur plutôt que de l'affronter en nous-mêmes.

Propos autour d'une élection présidentielle

- ❖ **Gilles Finchelstein**, *Directeur général de la Fondation Jean-Jaurès*
[in *L'OBS Hors série n° 95, mai-juin 2017*]

L'élection présidentielle de 2017 emprunte davantage à une série télévisée qu'elle ne ressemble à une campagne politique. De la série, elle possède toutes les caractéristiques avec une succession d'imprévus et de rebondissements qui surpasse les scénarios les plus imaginatifs. Comme les séries, elle est donc suivie avec intérêt – un niveau d'intérêt élevé, aux alentours de 80%, équivalent à celui de 2012 ou de 2007. De la campagne, elle ne possède aucune caractéristique ou presque...

... Si l'on ajoute que la politique elle-même change – elle devient alors de plus en plus technocratique – et que **le rapport des citoyens à la politique** évolue également – il **devient plus esthétique**, l'important étant moins d'avoir un discours juste que de réaliser une bonne prestation.

- ❖ **Isabelle Veyrat-Masson**, *Directrice de recherche au CNRS (Laboratoire 'Communication et politique'* : [Entretien, *Le Monde*, 5 mai 2017]

...La télévision n'a pas perdu son magistère. Elle demeure **le média dominant**. Elle est même renforcée avec la multiplication des chaînes d'info en continu qui font de la politique un *live* permanent, qui retransmettent des meetings dont l'audience se démultiplie. Elle joue un rôle fort... participant dorénavant au choix des candidats, avec les débats des primaires. Avec ses effets pervers *aussi*. Car il faut "nourrir la bête" et donc inviter à tour de bras des intervenants plus ou moins compétents ou légitimes, au risque de surreprésenter certains courants de pensée.

...Ainsi voit-on également se développer des émissions de télé-réalités politiques, où se confondent le public et l'intime...où **la vérité n'est plus requise, remplacée par des affects et les "performances"**.

- ❖ **Véronique Groussard**, *journaliste* [in *l'OBS n°2739 du 4 mai 2017*]

...Des tensions entre politiques, militants et journalistes durant une campagne, quoi de plus normal... Mais, cumulés, les incidents qui ont émaillé ces semaines témoignent d'une atmosphère délétère, d'une nouvelle donne... Cette campagne s'est déroulée dans une atmosphère inflammable bien au-delà des meetings politiques... S'en prendre aux journalistes, ça paie.

Enhardis par la dernière enquête sur la confiance des Français dans les médias (*Kantar Public* pour *La Croix*), 67 % des sondés [disent que] **les journalistes ne sont pas indépendants** des pressions des partis politiques et du pouvoir. Réelle ou imaginée, la connivence est ravageuse... L'autre manière de décrédibiliser les journalistes est d'en faire des pantins, manipulés par leurs richissimes actionnaires...

... Les candidats ont été étourdis par l'ivresse de pouvoir se passer des médias... Les forêts d'iPhone, le trop-plein de médias, **la fabrique de l'information décontextualise les propos**, multiplie les raccourcis, tout rend parano... Les points de vue ne sont pas forcément irréconciliables.

❖ **Carte de presse n° 56276** *Le Monde* du 7 et 8 mai 2017 : Utile compilation !

... Ah, les médias alternatifs ! Ah, les nouveaux médias... « Ils ont permis l'émergence de contre-expertises qui jusque-là n'avaient pas voix au chapitre, analyse **Denis Sieffert**. Internet a favorisé la recherche d'autres sources. Cela a poussé les grands médias à s'amender. Un peu. Pour autant, tout ce qui est alternatif n'est pas vertueux. Le numérique c'est la pluralité mais **cette pluralité est sauvage**. C'est là aussi que le "complotisme" s'épanouit ».

N'empêche, le numérique a offert au lecteur la possibilité d'être un acteur de l'information et non plus ce consommateur dont le temps de cerveau disponible fait saliver les soupirants goulus, de la ménagère de moins de 50ans...

« **Cette critique permanente est salutaire**. Elle fait partie de notre métier », soutient **Yves Thréard** ? « Le lecteur conteste ?

Tant mieux ! approuve **Cyril Lemieux**. C'est un signe de vitalité démocratique. **Cela force les journalistes à réfléchir, à s'interroger, à améliorer leur pratique** et même à exiger des moyens parce que sans moyens on ne va plus sur le terrain. Le récit produit est alors sans intérêt, inerte, neutralisé, à la merci des spécialistes de la communication...»

La presse française doit par ailleurs organiser son propre débat critique. « Nous sommes très en retard, observe **Sylvain Bourmeau**. Jusqu'en 2016, la BBC diffusait "What the Papers Says", une émission où les journalistes démontaient les supercheries de la presse tabloïd. **Notre crédibilité dépend aussi de notre exigence**. Les journaux doivent accepter ce débat en interne, aussi douloureux soit-il, et doivent s'interroger les uns les autres. Il n'y a pas de concession à faire en la matière. »

❖ **Philippe Boulet-Gercourt**, *journaliste* [in l'OBS du 9 février 2017 et actualisé] :

...Le temps n'est plus au monopole étatique, mais l'éclatement du paysage médiatique et des moyens de s'informer permet à Trump et ses partisans d'imposer une « réalité » alternative que relaient Fox News, Breitbart et les réseaux sociaux, une bulle d'information dont les fans du président ne sortent quasiment jamais... Le phénomène a précédé Trump, mais la Maison-Blanche très au fait des nouveaux flux d'information, pousse la logique jusqu'au surréalisme – jusqu'à **la prétendue existence de « faits alternatifs »**.

❖ **Dominique Reynié**, *Directeur général de la Fondation pour l'innovation politique (Fonapol)* : [in *L'Obs Hors série n° 95, mai-juin 2017*]

La démocratie n'est pas qu'une affaire d'institution, mais autant et peut-être davantage **une question de culture**. Aucune institution ne peut engendrer la démocratie en l'absence de culture démocratique.

Ce qui inquiète, c'est précisément l'image dans laquelle cohabiteraient, non seulement des systèmes différents, mais plus encore, incompatibles entre eux et en contradiction avec le référent commun, ouvrant le risque de substituer un séparatisme conflictuel au pluralisme démocratique...

La crise de la démocratie procède aussi de la dislocation du monde médiatique. La multiplication des chaînes de télévision et de radio, associée à la propagation de l'information continue, électrise les informations et les débats. Tandis que les réseaux sociaux font de chacun un média capable, à tout instant, de prendre une part active à la production et au partage d'informations et de messages.

Les nouveaux médias font subir aux médias classiques **le procès en illégitimité** que les populistes adressent aux partis de gouvernement.

❖ **Dominique Wolton**, *Directeur de recherche au CNRS en sciences de la communication* [d'après *Le Monde*, 5 mai 2017 et *Marianne*, 3 février 2017] :

Cette campagne présidentielle...un grand moment de déchaînement électrique, de violence sociale et de règlements de comptes dans la lignée des dernières campagnes électorales américaine et britannique. Pourquoi dans nos démocraties fatiguées et bardées de techniques interactives les hommes éprouvent-ils autant de mal à s'écouter, se confronter, à échanger ?

... Il est des pratiques culturelles incompatibles avec les valeurs démocratiques... Serait venu le temps... d'une diversité culturelle collective... de gérer des contradictions, c'est-à-dire de l'altérité.

... Avec l'exigence de visibilité, l'injonction de transparence, tout est mélangé. Il n'y a plus cette discontinuité qui permet de **maintenir la différence entre l'information, la connaissance et l'action**...Il faudra prendre des distances avec ce besoin de tout dire, tout de suite et à tout le monde, tout le temps... Il faudra débrancher. Les tuyaux et les messages peuvent être en ligne, pas les hommes et les sociétés

❖ **Pierre Zémor** [Échanges avec des journalistes]

La fin de cette longue période, d'une campagne électorale bien particulière, annonçait la large victoire d'une offre politique qui se voulait singulière. La communication de conquête du pouvoir a-t-elle vu son efficacité renforcée par la promesse d'**une communication différente de l'exercice du pouvoir** ? Avec une promesse de relever ce défi de « penser le temps long face à la dictature de l'urgence et à la pression médiatique ».

❖ **Pascal Perrineau**, *Professeur des Universités à Sciences Po* :

L'émergence d'un nouvel espace politique central sur les décombres du vieux clivage gauche-droite.

Sous l'influence de la pensée de Maurice Duverger du "dualisme des oppositions politiques" et sous la contrainte bipolaire des institutions de la V^{ème} République, la science politique a longtemps pensé le centrisme au mieux comme une variable d'ajustement à l'égard des deux grandes familles fondamentales de la gauche et de la droite. Au pire, elle a considéré que le centrisme n'existait pas ou n'était qu'une droite déguisée.

Le lent dérèglement de l'ordre bipolaire de la V^{ème} République, le malaise de la *summa divisio* entre gauche et droite, l'éclatement des droites et l'affirmation d'un national-frontisme autonome, l'implosion des gauches à l'épreuve du pouvoir en situation de crise ou encore la centrisation des politiques économiques et sociales, mises en œuvre par les gouvernements de gauche et de droite, n'ont en rien fait évoluer les principales grilles de lecture intellectuelles élaborées par les politologues et les politistes français. Comme si le monde intellectuel avait une propension à regarder et penser les réalités d'aujourd'hui avec des lunettes d'hier...

Or l'actualité politique et électorale a montré le délitement du clivage entre gauche et droite : aucun des candidats des formations structurant les deux grandes familles n'a été capable d'être présent au second tour de l'élection présidentielle. La dynamique irrésistible d'Emmanuel Macron a montré qu'une force politique centrale et centriste pouvait s'imposer.

Certes, le macronisme est plus qu'un centrisme, mais il en est une expression post-moderne. Les forces centrales du système politique n'ont pas seulement un passé, mais aussi une actualité et donc un avenir.

Surtout **l'opinion est lasse des affrontements caricaturaux entre la gauche et la droite**. Elle est avertie de ces « miroirs brisés » que sont devenus ces deux catégories fondamentales du débat politique français. Elle se tourne vers « l'ailleurs central ». Interrogées en janvier 2017 (baromètre Cevipof de **confiance politique** : <http://www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/resultats/-vague8/>) 63% des personnes déclarent « n'avoir confiance, ni dans la gauche, ni dans la droite pour gouverner ». Cette défiance a déferlé comme une vague emportant tout sur son passage lors de l'élection présidentielle, à commencer par l'élimination dans les primaires de tous les premiers rôles de la droite et de la gauche. Puis le vent de renouveau a soufflé au premier tour de l'élection présidentielle pour écarter les candidats se réclamant explicitement de la gauche ou de la droite. Est ainsi venue la victoire franche du candidat central contre la candidate du repli national.

Les orientations politiques d'Emmanuel Macron, de recherche d'une troisième voie en matière économique et sociale, ses choix stratégiques de création d'un axe central réunissant à la fois les héritiers du centrisme, les transfuges de la gauche réformatrice et ceux de la droite modérée, ainsi que ses engagements clairement européens définissent un espace politique.

Espace certes nouveau au regard des cinq décennies de bipolarisation politique entre la gauche et la droite, mais espace en continuité et en expansion, comparé au centrisme qui n'avait jusqu'alors pas eu l'occasion de pouvoir s'épanouir.

En s'inventant, ce nouvel espace met à mal toute une série d'habitudes intellectuelles et politiques, de référents routinisés et de communication binaire. Il exige que les acteurs du système politique et médiatique portent le bon diagnostic sur le chambardement politique qui s'est déroulé sous nos yeux et inventent **de nouvelles pratiques et de nouveaux comportements, permettant à terme de rapprocher les citoyens de base**, qui sont à l'origine de cet immense remue-ménage, **des hommes et des femmes politiques qui ont vocation à les représenter.**

- ❖ **Gérard Courtois**, éditorialiste, dans *Le Monde* daté du 27 mai 2017, présente une parution, titrée "LES LABYRINTHES DU POLITIQUE", d'extraits d'un article d'Emmanuel Macron, publié par la Revue Esprit au printemps 2011. On peut y voir une réponse anticipée aux impatiences médiatiques, ainsi qu'aux inévitables procès d'intention en contrôle de l'information par le pouvoir.

Gérard Courtois prend surtout en considération qu'avec ce texte, «un an avant l'élection présidentielle de 2012, il ne s'agit pas seulement d'une réflexion sur les temporalités du politique [notamment face aux médias] mais aussi d'un **vigoureux plaidoyer pour replacer le "débat idéologique" au cœur de l'action politique** [...] S'atteste la volonté du chef de l'État de maîtriser ses "horloges" autant que son image et d'adosser son action à une philosophie du pouvoir ».

Pour une réflexion-discussion sur les relations entre pouvoirs et médias, il est proposé de relire Emmanuel Macron et d'interpréter sa volonté (Donner une vision de la société et de sa transformation en sortant du fantasme d'actions politiques instantanées) **puis**, après une introduction de Pierre Zémor, **de trouver à exprimer des points de vue et d'ouvrir des discussions...**

Pouvoir et médias

- ❖ **Emmanuel Macron** (*Extraits d'un article de la Revue Esprit au printemps 2011*)

« [...] Tout dans la vie politique s'écrase et se résume à l'élection présidentielle et aux élections législatives qui [...] s'inscrivent dans son sillage [...] Rien n'est fait pour que, dans une démocratie mure et une société aux problématiques de plus en plus complexes, les débats puissent prendre place et se décliner selon une temporalité et des modalités adaptées[...] Depuis une vingtaine d'années c'est progressivement créé un hiatus entre l'émergence des problèmes de long terme, complexes, structurels, parfois mondiaux, et des urgences économiques, sociales, démocratiques dont le non-traitement immédiat est perçu comme insupportable par les opinions publiques [...]

« Lorsque les problèmes relèvent du temps long, le pouvoir politique adopte un traitement symbolique (des grands-messes, une inscription à l'agenda, etc.) sans procéder aux réformes structurelles requises, ni s'exposer aux coups politiques qui les accompagnent. Il y a, tout au moins en France, une forme de préférence pour le court terme. La discipline qu'implique le traitement des problèmes longs exige une pédagogie permettant de construire un consensus politique et social et une constance dans l'application [...]

« A l'autre bout du spectre les urgences sont nombreuses et néanmoins légitimes : coût de la vie, chômage, sécurité, crise du logement, etc. Ces sujets de court terme "pressent" le pouvoir politique : ils sont l'urgence politique relayée et illustrée par les médias. L'action politique se déploie ainsi, pour une grande part, en réaction à ces urgences [...]

« La multiplication des Lois [...] est la preuve que le politique s'occupe *hic et nunc* du problème et réagit dans l'immédiat [...]

« La réponse à l'urgence implique une réforme d'actions politico-médiatiques dont l'efficacité est réduite. Les lois prises sont ainsi trop souvent inappliquées par défaut de décret d'application, leur efficacité quasi jamais mesurée, et elles créent une instabilité et une complexité juridique néfaste pour le citoyen. Cela est d'autant plus vrai que les urgences relèvent souvent de problèmes structurels complexes à traiter et qui nécessiteraient des actions de fond [...]

« L'action politique est ainsi écartelée entre ces deux temporalités : le temps long qui condamne à la procrastination ou l'incantation et le temps court qui appelle l'urgence imparfaite et insuffisante. Parce qu'on attend de l'État qu'il gère l'immédiat, face auquel on ne peut presque rien [...]

« Dès lors, le fantasme de l'action politique c'est l'action rapide, courte, instantanée. Celle qui fait mine de s'affranchir des contraintes et de la complexité du réel [...]

« Comment restaurer une forme de discours et de responsabilités politiques qui rétablissent la confiance dans la parole politique et l'action politique ? [...]

« Le discours politique ne peut être seulement un discours technique qui égrène des mesures. Il est une vision de la société et de sa transformation [...]

« Seul le débat idéologique permet au politique de reposer la question des finalités [...] Responsabilité, délibération et idéologie constituent en effet le triptyque d'un discours et d'une action politique réinventés. C'est cela qu'on peut espérer voir advenir en 2012, avec une naïveté assumée. »

❖ **Pierre Zémor** Introduction à la discussion

Journalistes et médias : contre-pouvoir et en même temps pouvoir!

Un demi-siècle d'observation et de discussion sur la communication mène au constat que nombre des professionnels de l'information rechignent à évoquer les évolutions de la communication politique, bien nécessaires à la vie de notre démocratie.

L'archaïque dénigrement de la communication par les tenants d'une pure (*sic*) et univoque (en quelque sorte, octroyée ou administrée) information, a eu pour effet de ne pas prendre en considération les valeurs de l'échange avec l'Autre. Et à ne pas retenir l'hypothèse d'un récepteur actif, ni d'un dialogue permettant de partager la connaissance et d'approcher une vérité.

Redisons, notamment avec Cynthia Fleury, que la communication politique ne peut être marketing. Elle doit être – surtout du côté de l'offre - construction commune dans un partage de vérités qui, sans parvenir à s'assimiler, s'élaborent et se concurrencent dans le respect d'un État de droit.

Les médias n'admettent pas leur part de responsabilité dans **le déni de complexité de la politique**. Ils se bornent à condamner – à fort juste titre - les dérives d'une com' réductrice et manipulatrice qui sévit sur les registres de la promotion, de l'image de marque ou des promesses infondées aux seules fins de conquérir le pouvoir.

Mais aussi, délibérément ou inconsciemment, certains journalistes voient de la com' dans toute communication, quels qu'en soient les efforts d'authenticité ou de respect du citoyen. La parole politique est par principe démonétisée...

La campagne pour l'élection présidentielle n'a pas été l'occasion d'une réflexion professionnelle pour faire la part de cette com', d'autant envahissante, que s'élargit la place prise dans les débats politiques par la télévision, par la forme et par le spectacle.

Les propositions, invitées à s'assumer comme naïves, d'une politique et **d'une communication autrement**, qu'elles viennent d'En Marche!, de la France Insoumise ou d'ailleurs, sont tournées en dérision, hors du confort paresseux des idées reçues. Piètre tolérance et faible patience à l'égard des lentes mutations !

Des faux procès expéditifs de la part des médias ? Par exemple, l'action internationale du Président de la République, qui a multiplié des rencontres essentielles et réalisé en trois mois un ensemencement diplomatique prometteur... Les résultats ne peuvent à l'évidence pas fournir une actualité immédiate. Alors les médias se replient à dénoncer des abus de... médiatisation, des mises en valeur abusives, qu'ils ont pourtant eux-mêmes initiées, avant de se plaindre ensuite d'un pouvoir, trop médiatisé ou qui tient les médias à distance... Allez comprendre !

Aussi en quoi la communication est-elle «verrouillée» ? Les journalistes se privent-ils d'observer, de constamment analyser, de commenter et critiquer les actes et les discours du pouvoir ? Un paradoxe ? Oui, car **tout est médiatisé**. L'information ne parvient à l'opinion qu'en tant que communication médiatisée.

Tous les supports s'en mêlent. Une info, avant d'être reprise par un média écrit ou audiovisuel, est déjà dans les réseaux sociaux, intégrée dans des opinions qui progressivement se forment. Un sondage l'estampille. Les médias s'empressent de le citer pour accréditer ladite info...

Si la qualité du contenu est discutable, on peut taire la source. Un cercle vicieux, plus qu'un recoupement vertueux ! L'information naît et meurt dans un microcosme assez isolé du public, des préoccupations quotidiennes et des signaux faibles émis par les mouvements profonds qui traversent la société.

Est-il exclu, dans ces conditions d'attendre des médias qu'ils contribuent à faire comprendre ce qu'est la conduite de l'exercice complexe du pouvoir ?

Qu'ils participent à expliquer « la difficulté à penser le temps long face à la dictature de l'urgence et à la pression médiatique » ?

Peut-on escompter des propos civiques, des évolutions d'attitudes politico-médiatiques susceptibles d'écarter le fantasme de l'action politique forcément instantanée et s'accordant au rythme du temps médiatique ?

Les journalistes n'ont-ils pas le rôle, dans une démocratie, de **faire connaître l'État de droit** ? Les fondements de l'intérêt général et des intérêts collectifs ? N'ont-ils pas, avec les pouvoirs, à dire le légal pour que la société discute mieux du légitime et de la réforme ? Ici encore, comment ne pas réduire la communication politique à des instants médiatiques ?

Pour répondre à ces questions, Emmanuel Macron met-il trop d'espoir dans l'intelligence collective française ? N'est-ce pas une grande cause que d'éclairer les gens sur ce « hiatus entre l'émergence des problèmes de long terme, complexes, structurels, parfois mondiaux et les urgences économiques, sociales, démocratiques, dont le non-traitement immédiat est perçu comme insupportable par les opinions publiques » ?

Sinon, ne reste-t-il aux journalistes, devenus plus récepteurs qu'émetteurs, qu'à dénoncer les trains en retard, les détournements d'information d'un cabinet ministériel, la posture artificielle d'un élu occultant un conflit d'intérêt ou encore le message éphémère d'une grande entreprise polluante. Sombre horizon !

De **contre-pouvoirs, indiscutablement nécessaires à une démocratie**, la presse et les médias ne visent-ils pas à s'imposer comme un premier pouvoir ?

Au-delà d'alerter l'opinion sur l'irrespect de droits fondamentaux des individus ou des principes de l'État de droit, de dénoncer les détournements de pouvoir ou d'information, les mensonges, les fraudes, les manipulations ou les pièges de la com', pourquoi des professionnels de l'information veulent-ils fixer l'agenda politique, dire l'heure de la nomination d'un ministre ?

Est-ce là de l'information ? Pourquoi, à la place des acteurs publics, dans un ministère, à Matignon ou au Parlement, critiquent-ils des compromis, encore partiellement élaborés, de discussions en cours ou pourquoi prennent-ils le risque de changer la nature d'une négociation par des "fuites", préjugant ainsi d'un véritable rôle d'acteur attribué à un média ?

Mais – c'est le piège ! - sans médiatisation, les informations des pouvoirs parviennent peu aux divers publics. **Les médias, passages obligés**, sont des filtres, parfois des écrans, entre la société et un élu ou un gouvernant, qui voudrait écouter les gens, discuter, promettre et rendre compte...

Que dire d'une action politique lorsque l'existence de l'acte par sa communication précède l'essence de cet acte dans sa conception politique ? Décideurs et médias ne contribuent-ils pas conjointement aux balbutiements de la parole publique ?

Avec de plus la capacité de participer à la rumeur ou d'instiller le soupçon, les médias peuvent imposer désormais la mise en œuvre de procédures policières ou judiciaires.

Alors, en dépit du regard critique qu'ils portent sur les institutions, la presse ou bien un média numérique pourrait venir se placer en premier de cordée institutionnelle... dans les escarpements de l'action publique.

Avec de surcroît **une susceptibilité** à toute épreuve. La moindre remarque faite à un média, comme ici en matière de communication, est une atteinte à la liberté d'expression. De plus, les journalistes politiques estiment souvent leurs questions plus importantes que les réponses de ceux qu'ils invitent. D'ailleurs, ils sont mis par l'opinion dans le même sac du rejet de la politique.

Leur grille de lecture, essentiellement inspirée par l'immédiate actualité, s'avère peu novatrice pour scruter une société en crise et en mutation. On s'en tient au rôle traditionnel des partis politiques, à l'axe gauche/droite... Médias, comme élus ou parlementaires, se soucient fort peu de répondre à l'attente inquiète **des citoyens** qui voudraient être **pris en considération dans l'élaboration de l'offre politique**.

Peut-on escompter de tels progrès de démocratie grâce aux changements introduits par les usages du numérique ou par les degrés de liberté qu'offre le foisonnement des réseaux sociaux ? Ce serait sous-estimer les lourdes menaces d'influence et d'intrusion de ces vastes médias, aux ambitions planétaires, que sont les Google, Apple, Facebook, Amazon, Twitter et autres. Ces médias-pouvoirs, économiques et culturels, s'imposent à la politique.

Si les modes d'exercice du pouvoir doivent évoluer, les mutations des modes de communication doivent être concomitantes et modifier les relations entre les pouvoirs et les citoyens. Mieux associer les citoyens aux prises de décisions et aux choix des projets, grâce à un large accès aux données publiques et à la transparence des procédures. Une communication, qui se veut authentique, doit **rechercher et dire la vérité, dialoguer et débattre**.

D'autant que la com' menace de prendre la place de la politique. La démocratie aux USA a sélectionné Donald Trump, un bateleur apte à annoncer l'inattendu et son contraire, qui conçoit ses actes à partir de leur promotion et au gré des tweets de l'actualité. Dans une instantanéité peu responsable, cette forme d'exercice du pouvoir retient-elle sérieusement l'attention d'une presse américaine ambiguë ?

La liberté d'expression, chère à la démocratie, n'est pas seulement celle des professionnels de l'information ou de l'investigation, ni celle de tous ceux qui diffusent des nouvelles et des messages sur les ondes, les écrans, les réseaux, souvent sans qu'existent des contre-pouvoirs susceptibles de valider les contenus ou de préciser la responsabilité des émetteurs et des sources.

Les médias ont-ils les aptitudes à perdurer dans leur monopole d'informer ? Vont-ils continuer à choisir eux-mêmes la nature, le lieu, le décor, la mise en scène d'une média-réalité qu'ils élaborent et qui leur est familière ? Garder le confort d'un entretien où les questions du journaliste sont bien traitées avec la familiarité du micro ou en lisant les caractères gras du texte imprimé ?

On se contente de plaisanter des formatages imposés par la presse et les médias : dire les contraintes et les évolutions du budget de la France en deux minutes trente, le changement de posture de Poutine au Proche-Orient en vingt secondes... Cela crée **une relation asymétrique, plus autoritaire à l'égard du politique, que maïeuticienne au bénéfice du public**.

Ne devrait-on pas admettre **que le responsable politique**, qui doit expliquer, être pédagogue et convaincre, **soit libre de s'exprimer quand il veut, où il veut, le temps qu'il veut ou sur le support de son choix** ? N'en déplaise à la tentation de l'anticipation ou du scoop, comme des exégèses critiques, les questionnements et débats viennent ensuite.

Le défi essentiel pour le politique s'avère aujourd'hui de parvenir à surtout **communiquer hors médias**.

Et soyons rassurés, s'il s'avérait que la communication d'un pouvoir bascule vers la com', vers le silence ou l'injonction, plutôt que vers la mise à disposition de l'information, l'explication, la concertation, il se trouverait sans difficultés des opposants, des contre-pouvoirs et des médias à leur disposition pour entamer une véritable controverse.

Ne pas être maître de la communication, partie intégrante de l'action, est un handicap pour le politique. On ne s'étonnera pas que des personnages politiques importants ou des partis en viennent à disposer de leurs propres médias, comme déjà dans la communication numérique.

On voudrait plutôt penser que, dans une période où la démocratie voudrait se ressourcer, les acteurs publics aient besoin et envie de redéfinir leurs rôles vis à vis des médias.

Ils doivent surtout repenser leurs comportements avec le public et les électeurs qu'ils représentent : des relations naturelles, simples et directes, des propos et des attitudes, non de professionnels de la communication, mais de médiateurs essentiels entre les citoyens et la politique.

Par exemple les parlementaires récemment élus n'ont pas à communiquer à la traîne des déclarations et des textes de l'exécutif. On devrait, pour la clarté de la communication, penser un peu plus à la séparation des pouvoirs... Constitutionnellement prévus par leur mandat, l'échange ouvert avec les gens, le dialogue permanent avec les électeurs, permettent d'exposer les projets et les réformes à l'ordre du jour. Ils précisent leurs positions, sans se limiter aux questionnements des médias, en définissant leur rôle, voire en l'apprenant,...

La communication politique est fort peu – pour parler français – **bottom up**. Comment encourager les citoyens à s'exprimer, sans attendre qu'ils manifestent leur mécontentement ou leur colère ? La parole publique en France est clairement descendante, *top down* et, sous la V^{ème} République, transcendante et encore souvent condescendante.

Comment faire et **dire la politique en impliquant simplement les citoyens**, sans avoir à décréter au sommet leur participation ?

Et, hors de l'actualité immédiate, sur des sujets du moyen terme, sur des questions de société ou de vie quotidienne, une large diffusion du débat public ne pourrait-elle pas permettre de prendre le temps de comprendre et de se comprendre ? Ainsi de développer les propositions de loi du Parlement et alléger la pression qui pousse l'exécutif à bâcler des textes de circonstance.

Les professionnels de l'information conviennent de leur côté qu'ils ont à réinventer des métiers et qu'ils ne peuvent plus avoir le monopole de l'information. Il ne s'agit pas d'une réflexion à huis-clos, car les modalités, les exigences et la déontologie de l'information intéressent tous les citoyens.

La bonne démarche pour un pouvoir est de **gouverner avec les gens**. Laissons les pouvoirs, avec cet objectif, s'exercer à leur manière... **Communication comprise ! Et toute critique admise !**